EchoGéo
Sur le Vif | 2007

La crise de l'Etat belge

Christian Vandermotten

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/2049>

DOI : 10.4000/echogeo.2049

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Christian Vandermotten, « La crise de l'Etat belge », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 22 novembre 2007, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/2049> ; DOI : 10.4000/echogeo.2049

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

La crise de l'Etat belge

Christian Vandermotten

- Depuis 1993, la Belgique est officiellement un royaume fédéral. La mise en place de cette structure est l'aboutissement, sans doute provisoire, d'un long processus de régionalisation de l'Etat unitaire, qui a commencé par la révision constitutionnelle de 1970, voire dès 1962-1963 par la modification des règles d'emploi des langues en matière administrative et par la fixation de la frontière linguistique. La mise en place de cette structure fédérale n'a pas arrêté d'ailleurs la quête de nouvelles dispositions, voire de révision constitutionnelle, allant dans le sens d'un renforcement des pouvoirs des Régions et des Communautés.

Les institutions de la Belgique fédérale

- 2 Le fédéralisme belge est particulièrement complexe. La Belgique se compose, outre l'Etat fédéral, de Régions et de Communautés. Chacune de ces institutions dispose de son propre gouvernement et est pleinement compétente dans les matières qui lui sont dévolues, sans subordination au pouvoir fédéral ni possibilité d'intervention ou d'appel à ce niveau. Seules existent des commissions de concertation entre les Régions et les Communautés ou des possibilités d'action devant une Cour d'Arbitrage en cas de conflit entre les législations régionales, communautaires ou fédérale, voire de déclenchement d'une procédure dite de «sonnette d'alarme» par une des institutions si celle-ci estime que la décision d'une autre institution lèse gravement ses intérêts.

Le statut linguistique des communes belges

- 3 Les trois Régions, la Flandre, la Wallonie et Bruxelles-Capitale, sont compétentes pour les matières à inscription territoriale, par exemple l'aménagement du territoire, les travaux publics, les routes, les transports, à l'exclusion des chemins de fer et de la gestion des voies aériennes, l'environnement, à l'exclusion de la définition de normes, la tutelle sur les pouvoirs locaux, l'économie régionale, la politique agricole, même le commerce extérieur.
- 4 Les trois Communautés, flamande, française et germanophone, sont responsables pour les matières relatives aux personnes, comme l'enseignement, la santé (sauf la définition des normes et la sécurité sociale), la culture. La Communauté flamande est compétente en Flandre et pour les populations néerlandophones de Bruxelles, de fait pour les habitants de Bruxelles qui s'adressent à des institutions néerlandophones¹. La Communauté française, dont le siège est à Bruxelles, est compétente pour la population wallonne, sauf dans la petite Communauté germanophone, environ 70000 personnes à l'extrême est de la Belgique, et pour les francophones de Bruxelles. Pour compléter le tableau, notons que la Région flamande a fusionné son exécutif avec celui de la Communauté flamande, ce qui a permis à la Flandre de fixer de fait sa capitale à Bruxelles, c'est-à-dire en dehors de son

territoire régional. A l'inverse, la Région wallonne a choisi Namur pour implanter sa capitale et le gouvernement de la Communauté germanophone siège à Eupen. Il y a donc en Belgique six exécutifs, sans hiérarchie entre eux, à savoir ceux de l'Etat fédéral, des Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale, des Communautés française et germanophone et de la Région flamande (avec la Communauté), et autant de parlements. Le parlement bruxellois délègue 19 de ses élus francophones au parlement de la Communauté française, où ils siègent avec les élus du parlement wallon, et 6 parlementaires flamands bruxellois siègent au parlement flamand, avec droit de vote pour les seules matières communautaires.

- 5 Notons qu'il existe encore sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale une Commission communautaire française et une Commission communautaire néerlandophone, ainsi qu'une Commission commune pour les matières dites bi-communautaires.
- 6 La Région de Bruxelles-Capitale, étroitement délimitée à 19 communes et 161 km² (1 019 000 hab. en 2006) est officiellement bilingue, même si elle est devenue une grande métropole très cosmopolite et si la langue véhiculaire de très loin la plus utilisée est le français. La Région flamande et la Région wallonne (hors les neuf communes de la Communauté germanophone) sont unilingues. Quelques communes en bordure de la frontière linguistique bénéficient toutefois de facilités administratives pour les personnes de l'autre communauté, non sans que cela ne suscite des difficultés d'application et des tensions politiques, en particulier dans six communes bénéficiant de ce statut en périphérie de Bruxelles-Capitale et qui sont de fait majoritairement, voire très majoritairement, francophones : les Flamands interprètent ce statut comme une concession temporaire, destinée à favoriser l'assimilation des populations francophones, alors que les francophones l'interprètent comme un acquis définitif. L'une de ces six communes, Rhode St. Genèse, sépare la Région wallonne de la Région de Bruxelles-Capitale, qui est donc entourée de toutes parts de communes officiellement flamandes.
- 7 Cette structure complexe est le produit de ressentiments et de conflits qui ont alimenté l'histoire longue de la Belgique. Quand le pays devient indépendant en 1830, sa bourgeoisie parle partout le français, que ce soit dans les villes flamandes, où elle n'utilise bien souvent le flamand qu'avec sa domesticité, ou wallonnes. Mais une grande partie de la population pratique des dialectes flamands, picards ou wallons. Même si la liberté de l'usage des langues est d'emblée inscrite dans la constitution, l'Etat belge fonctionne de fait partout en français et le bilinguisme administratif n'est acquis en Flandre qu'en 1873-1878.
- 8 La population wallonne s'accommode fort bien de cet état de fait et se francise dans sa pratique linguistique quotidienne au fur et à mesure que se développe l'enseignement : l'usage de la langue française, aisée à apprendre, est perçu par les Wallons comme le véhicule normal de la promotion sociale, dans cette partie du pays qui connaît à travers le XIX^e siècle une prospérité économique liée au développement de ses charbonnages et de son industrie lourde.
- 9 De même à Bruxelles, ville du commandement de l'économie nationale et capitale d'un Etat qui fonctionne en français, la francisation progresse, tant du fait de l'immigration de populations wallonnes que parmi les classes moyennes autochtones, voire les immigrés flamands. De la sorte, alors que le flamand était encore pratiqué par 68 % de la population vivant sur le territoire de l'actuelle région bruxelloise en 1846 (62 % sur le seul territoire de la ville de Bruxelles), le français est devenu la langue de référence de 63 % de la

population au recensement de 1930, même si un dialecte flamand bruxellois, aujourd'hui pratiquement oublié, reste pratiqué par les couches populaires autochtones de la capitale jusqu'après la Seconde Guerre mondiale.

- 10 Il en va tout autrement en Flandre : cette région connaît une crise économique profonde entre le milieu du XIXe siècle et la Seconde Guerre mondiale. L'ancienne activité textile à domicile s'effondre dans les années 1840, face à la concurrence du textile à la mécanique anglais, alors que la modernisation du textile flamand se limite à quelques lieux, en particulier Gand : le grand capital belge préfère l'investissement dans l'industrie lourde wallonne ou dans l'industrie bruxelloise. Il faudra attendre la fin du XIXe siècle pour voir de nouvelles activités industrielles se développer en Flandre, mais plutôt sur l'axe Bruxelles-Anvers, puis, après la Première Guerre mondiale, l'essor des charbonnages limbourgeois. Toutefois, les parties périphériques de la Flandre, la vieille Flandre textile à l'ouest, le Limbourg à l'est, ne connaîtront de vigoureux essor industriel qu'après la Seconde Guerre mondiale, avec le renouveau d'un tissu de petites et moyennes entreprises à l'ouest et le développement d'une industrie de montage à l'est.
- 11 De la sorte, la masse flamande a nourri à travers le XIXe siècle un fort ressentiment anti-«fransquillon» : le français était la langue de la bourgeoisie, d'un Etat libéral, de classes sociales qui avaient abandonné la Flandre à sa détresse et à sa ruralité². Si les premières revendications flamingantes sont plutôt nées, vers le milieu du XIXe siècle, parmi la petite bourgeoisie libérale progressiste de villes flamandes et de Bruxelles, elles ont vite été récupérées et portées majoritairement par le monde catholique conservateur flamand, le bas-clergé, qui partageait les sentiments anti-urbains des masses rurales, dès lors que les élargissements progressifs du corps électoral, puis l'adoption en 1893 du suffrage universel masculin à vote plural, eurent intégré la masse de la population dans le corps électoral et que la Wallonie francophone et plus laïque leur apparaissait comme un dangereux vivier des idées socialistes. C'est à ce moment qu'une partie du mouvement catholique flamand, armé de l'encyclique *Rerum Novarum*, put associer la revendication linguistique au développement de ses « piliers » (les écoles, les mutuelles, les syndicats, les associations professionnelles, etc.).
- 12 Durant la Première Guerre mondiale, la tendance la plus radicale du mouvement flamand (les « maximalistes ») profite de l'occupation allemande et participe au Conseil des Flandres, créé en 1917 par l'occupant. Après la guerre, au-delà de l'euphorie nationale engendrée par la victoire, le mouvement frontiste va donner un nouvel essor au mouvement flamand³. L'instauration du suffrage universel masculin en 1919 accentue encore le poids politique des revendications flamandes, même si les élites fonctionnent toujours en français pour la plupart. Mais le mouvement flamand va toutefois pouvoir s'appuyer progressivement sur une nouvelle bourgeoisie capitaliste flamande émergente, distincte du grand capitalisme national historique. Une grande victoire symbolique du mouvement flamand, politiquement portée par la loi du nombre, sera la flamandisation intégrale de l'Université de l'Etat de Gand en 1930, l'Université catholique de Louvain ayant pour sa part créé des enseignements en néerlandais à partir de 1911. De la sorte, les élites politiques flamandes elles-mêmes vont progressivement se néerlandiser et relayer les revendications flamingantes. Celles-ci étaient cependant encore modérées à l'époque, puisqu'elles portaient sur l'égalité des langues et proposaient un bilinguisme généralisé en Belgique, que les francophones ont refusé en 1932, y voyant une atteinte à leurs privilèges, entre autres en termes d'accès à la fonction publique : les Flamands connaissaient, du moins à l'époque, mais c'est encore partiellement le cas, bien mieux le

français que les francophones ne maniaient ce qu'ils considéraient comme un dialecte de paysans.

- 13 Une partie significative de l'aile droite extrémiste du mouvement flamand, catholique et autoritaire, va à nouveau s'appuyer sur l'occupation allemande durant la Seconde Guerre mondiale. Cette guerre va contribuer à approfondir la cassure sociologique entre la Flandre et la Wallonie : les condamnations pour collaboration sont plus nombreuses en Flandre qu'en Wallonie après la guerre ; les prisonniers flamands avaient tous été renvoyés dans leurs foyers dès 1941, alors que beaucoup de prisonniers wallons sont restés en Allemagne jusque 1944-1945 ; l'attitude du roi Léopold III pendant la guerre a été mieux perçue en Flandre, majoritairement de droite, qu'en Wallonie, majoritairement de gauche : si la « consultation populaire » de 1950 donne une majorité de 58 % en faveur du retour du roi sur le trône, 52 % des électeurs s'y opposent à Bruxelles et 58 % en Wallonie. Il en résultera des émeutes et l'abdication du roi Léopold III en faveur de son fils Baudouin.
- 14 Côté francophone, le caractère dominant du français dans le fonctionnement de l'Etat belge satisfaisait évidemment et le monde politique francophone a tenté de le conforter. Mais la loi du nombre était là, d'autant que la Flandre est devenue économiquement plus dynamique que la Wallonie dès l'après-guerre, voire les années 1930. Les Flamands s'imposent dès lors progressivement dans la vie politique belge.
- 15 Les grèves de l'hiver 1960-1961 vont prendre un tour beaucoup plus radical et pré-révolutionnaire en Wallonie, qui subit alors la crise de ses charbonnages et de pans entiers de sa vieille industrie lourde, qu'en Flandre. Elles y mettent en avant, à la gauche du parti socialiste, la revendication de réformes de structure anticapitalistes et d'un fédéralisme de combat. A la différence des revendications inter-classistes à l'homogénéité linguistique de la Flandre portées par le mouvement flamand, qui transcendent les différentes classes sociales⁴, il s'agit ici d'une prise de conscience brutale de la crise économique structurelle profonde qui affecte la Wallonie et dont la responsabilité est rejetée sur le grand capital national, dont les holdings sont implantés à Bruxelles. Il en résulte d'ailleurs alors une absence de convergence, qui pourrait sembler paradoxale, entre le mouvement wallon et les francophones bruxellois, perçus par une partie de la gauche wallonne comme des « capitalistes ». Ceci explique qu'il n'y aura pas par la suite de fusion entre la Communauté française et la Région wallonne, à l'inverse de ce que feront les néerlandophones, qui considèrent Bruxelles comme une ville historiquement flamande, qu'il conviendrait idéalement de « refflamandiser », comme le furent précédemment les grandes villes de Flandre et ce même si cet objectif ultime apparaît effectivement aujourd'hui être devenu inaccessible au mouvement flamand. Celui-ci nourrit dès lors un sentiment ambigu envers cette ville dont il a fait sa capitale, mais qu'il n'aime pas et dont il ne comprend même plus les attitudes d'ouverture des Bruxellois néerlandophones, qu'il considère comme des « cosmopolites ». Mais il ne faut pas non plus sous-estimer un sentiment peu favorable à Bruxelles parmi une partie, sans doute toutefois de plus en plus minoritaire, de la gauche wallonne.
- 16 Aujourd'hui, la Flandre est devenue une des régions les plus prospères de l'Europe, avec un produit par habitant supérieur de 38 % à celui de la Wallonie et un taux de chômage en 2007, selon les normes du BIT, de 5 %, contre 11 % en Wallonie et 18 % à Bruxelles. Bruxelles-Capitale est pour sa part dans une situation paradoxale : la ville-région produit environ 20 % du produit intérieur, mais sa population résidente ne compte que pour moins de 10 % de la population du pays et a des revenus moyens inférieurs de 7 % à la

moyenne nationale. C'est que six-dixièmes environ des personnes occupées à Bruxelles sont des navetteurs, venant chaque jour de Flandre, à raison d'environ 2/3 d'entre eux, ou de Wallonie, pour le solde.

- 17 La Flandre riche, qui vote plutôt à droite et conserve de son histoire des rancœurs envers les francophones, estime qu'elle nourrit indûment des transferts financiers vers une Wallonie « socialiste », « paresseuse », qui ne prendrait pas suffisamment son destin en main et qui serait un frein à l'essor économique flamand. Dans un contexte politique où il n'y a plus de partis nationaux, puisque toutes les familles politiques se sont entièrement scindées entre un parti flamand et un parti francophone durant les années 1970, les revendications flamandes à plus d'autonomie, à moins de transferts financiers, à une scission de la sécurité sociale, à de larges libertés de manoeuvre en matière de fiscalité des entreprises, voire à un confédéralisme ou à l'indépendance de la Flandre pour les plus radicaux, sont aiguillonnées par la pression d'une droite extrême nationaliste, le Vlaams Belang, l'ex-Vlaams Blok, qui totalise 24 % des voix en Flandre, et associe les tendances nationalistes de droite fort présentes dans le mouvement flamand historique à un régionalisme populiste et xénophobe de repli égoïste que l'on trouve dans d'autres régions européennes riches, comme le nord de l'Italie. D'autres fractions du mouvement nationaliste flamand sont associées en cartel électoral avec les démocrates-chrétiens flamands et avec les socialistes et les libéraux ont subi pour leur part la dissidence d'une Liste Dedeker, de sorte que les positions de tous les partis flamands sont marqués par une surenchère autonomiste.
- 18 Clivages politiques, économiques, sociologiques se superposent donc sur la frontière linguistique. Les Flamands et les francophones vivent dans des espaces culturels et politiques cloisonnés ; il n'y a plus de presse nationale ; les Wallons et les Bruxellois francophones connaissent sans doute mieux les hommes politiques français que ceux du nord du pays. Il n'est pas aberrant de penser que la Belgique eût déjà disparu dans un divorce à l'amiable à la tchécoslovaque s'il n'y avait la question de Bruxelles et de sa périphérie.
- 19 Dans un pays où prévaut la représentation proportionnelle et où les élections sont organisées au suffrage de liste, par arrondissement électoral, la longue gestation actuelle du gouvernement belge bute entre autres sur la question de la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Cet arrondissement est le seul qui soit resté trans-régional, puisqu'il couvre à la fois la Région de Bruxelles-Capitale et l'arrondissement administratif flamand de Hal-Vilvorde, qui entoure Bruxelles et compte en son sein six communes dites à facilités pour les francophones. De la sorte, l'ensemble de la population de Hal-Vilvorde a l'occasion de voter pour des candidats francophones et bruxellois, ce que les Flamands considèrent comme inacceptable sur la base du principe de territorialité, alors que les francophones mettent en avant celui du droit des gens. La revendication est devenue symboliquement très forte pour les Flamands, même si paradoxalement la scission de l'arrondissement électoral priverait sans doute les Flamands de Bruxelles de toute représentation parlementaire au niveau fédéral, aucun parti flamand n'étant susceptible d'atteindre à Bruxelles le seuil d'éligibilité de 5 %, sauf à se présenter en cartel⁵. Mais la disparition de ce dernier pont trans-régional permettrait d'approfondir la séparation de la Belgique, dans un sens plus confédéral, et couperait définitivement Bruxelles de toute continuité territoriale, même indirecte, par l'intermédiaire d'une commune à facilités, avec la Wallonie. A la revendication flamande, les Bruxellois opposent celle de l'élargissement des limites de la Région de Bruxelles-

Capitale aux six communes à facilités pour le moins, voire à un hinterland plus large où les francophones représentent une part importante de la population. Revendication évidemment totalement inacceptable pour les Flamands.

- 20 La scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, en échange d'un rattachement des communes à facilités et éventuellement d'autres portions de communes périphériques à la Région de Bruxelles-Capitale ? Inacceptable pour la Flandre, au nom du principe de territorialité. Un compromis pourrait être le droit pour les francophones de la périphérie de voter pour des candidats bruxellois tout en relevant d'un arrondissement séparé de Bruxelles.
- 21 Bruxelles, ville-Etat ? Cela en ferait une région très riche, puisque la base d'imposition deviendrait, selon les règles du droit européen, le lieu de travail et non plus le lieu de résidence. Mais quand bien même la Flandre accepterait le sacrifice de sa capitale, il faudrait tenir compte de l'impact de la disparition des administrations fédérales, du retrait des administrations flamandes et une telle solution serait sans doute mal acceptée par l'Union européenne, dont les membres devraient ainsi entériner l'éclatement d'un de leurs Etats fondateurs, ouvrant la voie à d'autres revendications régionalistes.
- 22 Bruxelles, district fédéral européen ? Outre la perte d'autonomie politique que cela impliquerait pour les Bruxellois et les mêmes conséquences néfastes que la solution précédente en matière de disparition des institutions administratives belges et flamandes, on imagine encore plus mal qu'une telle solution puisse être acceptée par l'Europe, qui ferait dans ce cas un pas décisif vers une structure fédérale. Et l'Europe assumerait-elle une part de la dette nationale ?
- 23 Une indépendance unilatérale de la Flandre ? L'Etat belge serait alors réduit à un ensemble fédéral Bruxelles-Wallonie, qui assumerait la continuité juridique de la Belgique. La Flandre indépendante perdrait non seulement Bruxelles, ce à quoi elle se refuse, mais devrait alors demander son adhésion à l'Union européenne et paradoxalement reconnaître la législation européenne en matière de protection des minorités, que la Belgique n'a pas ratifiée jusqu'ici du fait de l'opposition flamande.
- 24 Une révision radicale de l'architecture fédérale de la Belgique, avec une Région bilingue centrale de Bruxelles étendue à l'hinterland économique et à l'aire de recrutement de main-d'oeuvre de la ville, soit plus ou moins l'ancienne province de Brabant, les actuels Brabant wallon et flamand, sans peut-être une grande partie de l'arrondissement de Louvain ? Cela réglerait les problèmes récurrents de financement de Bruxelles-Capitale et assurerait une gestion cohérente des systèmes de transport et des rapports centre-périphérie dans l'aire métropolitaine. Mais la Flandre, qui considère son territoire inaliénable comme celui d'un Etat, n'accepterait pas de se voir amputer d'une partie importante de celui-ci. Il n'est d'ailleurs pas sûr du tout que la Wallonie verrait d'un meilleur oeil l'amputation du Brabant wallon, sa province économiquement la plus dynamique. Une version minimaliste serait la constitution d'une communauté de gestion métropolitaine trans-régionale, qui n'aurait évidemment de sens qu'à condition qu'elle constitue aussi une communauté de moyens financiers. Tout aussi peu probable.
- 25 Alors, situation inextricable ? Sans doute, aboutira-t-on, comme en général en Belgique, pays de coalitions et de pragmatisme, à des compromis plus ou moins boiteux et temporaires, tant sur Bruxelles que sur les autres dossiers des relations nord-sud. Ils n'annonceront sûrement pas la fin des revendications flamandes à plus d'autonomie. Ce ne sera vraisemblablement qu'une étape supplémentaire dans l'histoire d'un pays qui

n'arrête pas de se déliter. Certes, une majorité des Belges, mais plus dans le sud et surtout à Bruxelles que dans le nord du pays, souhaite le maintien de l'unité. Mais l'opinion évolue rapidement en Flandre et au-delà de ce vœux, les significations données à ce maintien sont souvent radicalement opposées : même le choix d'une voie référendaire, non prévue par la Constitution (mais il y eut le précédent de la « consultation populaire » sur la question royale en 1950), ne résoudrait sans doute rien. Les questions à poser feraient déjà l'objet d'un débat virulent, qui ne ferait qu'approfondir plus encore les clivages. Pour le Bruxellois belge, cela signifierait le bétonnage des facilités linguistiques en périphérie et la reconnaissance du droit des gens. Pour le Flamand en revanche, la disparition à plus ou moins brève échéance de ces facilités ou plus d'autonomie encore accordée à la Flandre dans la gestion de ses politiques économiques, d'emploi, de sa sécurité sociale, de ses chemins de fer, voire de sa police, des conditions d'accès à la nationalité, de la justice et de la répression des délits routiers. Si la Belgique existe encore dans vingt ans, ce sera sans doute au mieux sous la forme d'une molle confédération, dont la mise en place elle-même sera conflictuelle. A moins que la solution ne passe par des avancées majeures, bien que peu probables pour le moment, en matière d'Europe des régions, dans laquelle la Belgique pourrait se dissoudre en douceur.

BIBLIOGRAPHIE

- Delwit P., 2003. Composition, décomposition et recomposition du paysage politique en Belgique, Bruxelles, Labor.
- Mabille X., 2000 (4e éd.). Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement, Bruxelles, CRISP.
- Vandermotten C., Decroly J.M., Dessouroux C. & Rouyet Y., 2001. « Permanences et ruptures dans la géographie électorale de la Belgique », *Belgeo*, 2, 1-2, p. 7-40.
- Vandermotten C., 2005. « La Belgique, état-nation failli », in Vandermotten C. & Vandeburie J., 2005. Territorialités et politique, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, chap. VI, p. 283-327.
- Vandermotten C., Van Hamme G., Marissal P. et al., 2007. Troisième Atlas national de la Belgique. Vol. 1, Géographie politique, Gand, Academia Press, SSTC et Commission de l'atlas du Comité national de géographie.
- Witte E. & Craeybeckx J., 1987. La Belgique politique de 1830 à nos jours : les tensions d'une démocratie bourgeoise, Bruxelles, Labor.

NOTES

1. Il n'y a pas eu de recensement linguistique depuis 1947, sous la pression des bourgmestres flamands de la périphérie bruxelloise, qui ont refusé en 1960 un

recensement qui eût montré l'extension de la « tache d'huile » francophone périurbaine autour de la capitale.

2. Fransquillon est le terme péjoratif qui désigne les habitants de Flandre refusant de s'exprimer en flamand au profit du français. C'était le cas traditionnellement de la haute bourgeoisie flamande.

3. La parti frontiste, qui eut une représentation parlementaire immédiatement après la Première Guerre mondiale, s'appuyait sur le mécontentement des troupes flamandes enrôlées dans l'armée belge et commandées en français par des officiers francophones sur le front de l'Yser.

4. Elles déboucheront sur la fixation définitive (le « clichage ») de la frontière linguistique en 1963 et sur l'expulsion de la section francophone de l'Université catholique de Louvain en 1968, qui déménagera en Brabant wallon à Louvain-la-Neuve.

5. Les cinq partis flamands ont obtenu ensemble 13,5 % des voix aux dernières élections régionales bruxelloises, dont 4,7 %, le meilleur score, pour le Vlaams Belang, infréquentable pour les autres partis.

RÉSUMÉS

Les ressorts de la crise actuelle que traverse l'Etat belge sont retracés, en soulignant ses origines (rancœurs accumulées en Flandre envers les francophones depuis le XIX^e siècle, renforcées suite au deux guerres mondiales), ses formes (dans la structure alambiquée de la Belgique fédérale), ses enjeux (inégalités économiques entre régions et question bruxelloise) et les scénarios potentiels de sortie de crise.

The Belgian State current crisis is described, with a focus on its roots (Flemish growing rancors vis à vis the French-speaking Belgians since the XIXth century, reinforced by the two World Wars), its forms (twister structure of the federal Belgium), its stakes (economic inequalities between the regions, as well as Brussels question) and potential scenarios to end crisis.

AUTEUR

CHRISTIAN VANDERMOTTEN

Christian Vandermotten est Professeur à l'Université libre de Bruxelles et membre de la Classe des Lettres de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.

Il a récemment dirigé le volume de *Géographie politique* du nouvel Atlas national de la Belgique et a publié en 2005 *Territorialités et politique* aux Editions de l'Université de Bruxelles. Il est un des principaux auteurs de *La Belgique en cartes. L'évolution du paysage à travers trois siècles de cartographie* (Bruxelles, IGN, Tielt, Lannoo, 2006) et a rédigé avec F. Dobruszkes l'article « Eléments pour une géographie des clivages philosophiques à Bruxelles » (*L'Espace géographique*, 2006, 1, p. 31-43) et avec M. Van Crieckingen « Bruxelles, une capitale, des habitants », in *Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles, 175 ans d'une capitale*,

Mardaga, 2005, p. 141-154. Il travaille aussi sur les structures économiques et les villes européennes.